

LE DROIT EN FICHES ET EN TABLEAUX

# Le droit administratif général en tableaux

2<sup>e</sup> édition

Anne Geoffroy



# Table des matières

Sommaire.....	3
Table des abréviations .....	5
Bibliographie .....	7
Introduction .....	9
Note au lecteur .....	11

## Partie 1

### Les buts de l'action administrative

<b>Chapitre 1. La satisfaction de l'intérêt général par l'activité de service public .....</b>	<b>14</b>
Section I. La notion de service public .....	14
§ 1. L'évolution des critères d'identification du service public .....	14
A. Le critère finaliste: la poursuite de l'intérêt général.....	16
1. L'intérêt général, une notion évolutive.....	16
2. SP obligatoires et SP facultatifs .....	18
B. Le critère organique: la présence directe ou indirecte d'une personne publique .....	20
1. Un service public classiquement géré par une personne publique.....	20
2. Un service public possiblement géré par une personne privée sous le contrôle d'une personne publique .....	20
C. La question du critère fonctionnel.....	22
§ 2. La distinction SPA-SPIC.....	28
A. L'apparition des SPIC.....	28
B. Les éléments de la distinction SPA-SPIC .....	30
Section II. Le régime juridique du service public.....	34
§ 1. Le principe de mutabilité du service public .....	34
A. Définition et fondement .....	34
B. Effets du principe .....	34
§ 2. Le principe de continuité du service public.....	36
A. Définition et fondement .....	36
B. Effets du principe .....	36
1. Les effets du principe sur le droit de grève des agents du service public .....	36
2. Les autres effets du principe de continuité .....	40

§ 3. Le principe d'égalité devant le service public.....	42
A. Définition et fondement du principe d'égalité devant le service public.....	42
B. Principe d'égalité devant le service public et discriminations entre catégories d'usagers .....	44
1. La discrimination résulte de la loi .....	44
2. Il existe une différence de situation appréciable entre les usagers .....	46
3. Un intérêt général en lien avec le service justifie la discrimination .....	48
C. Principes d'égalité, de neutralité et de laïcité dans le cadre du service public .....	50
1. Effets du principe de laïcité sur les agents du service public.....	52
2. Effet du principe de neutralité sur les usagers du service public.....	52
<b>Chapitre 2. La préservation de l'ordre public par l'activité de police administrative .....</b>	<b>56</b>
Section I. La notion d'ordre public .....	56
§1. La définition traditionnelle et objective de l'ordre public.....	56
§2. La question de l'extension de la notion d'ordre public à des éléments subjectifs .....	58
A. L'intégration de la notion de dignité de la personne humaine parmi les composantes de l'ordre public.....	58
B. Le refus actuel d'ériger la moralité publique en composante de l'ordre public .....	60
C. Le refus d'appréhender la laïcité comme une composante de l'ordre public.....	62
Section II. La distinction entre police administrative et police judiciaire .....	64
§ 1. La mise en œuvre d'un critère finaliste.....	64
§ 2. L'hypothèse des opérations mixtes.....	66
Section III. Les concours entre polices administratives.....	68
§ 1. Le concours entre plusieurs autorités de police générale .....	68
A. Les autorités de police administrative générale.....	68
B. Le pouvoir de substitution d'action du préfet.....	70
C. L'aggravation, au niveau local, des mesures adoptées par l'autorité étatique .....	70
§ 2. Le concours entre police générale et police spéciale.....	72
A. Présentation des polices administratives spéciales.....	72
B. Encadrement du concours entre police spéciale et police générale.....	74
1. La même autorité détient un pouvoir de police générale et un pouvoir de police spéciale.....	74
2. L'autorité de police spéciale et l'autorité de police générale sont distinctes .....	74

Section IV. L'encadrement de l'exercice des pouvoirs de police administrative .....	76
§ 1. L'obligation d'user des pouvoirs de police administrative.....	76
A. Conditions de légalité du refus de faire usage de ses pouvoirs de police.....	76
B. Mise en jeu de la responsabilité pour carence de l'autorité de police.....	76
§ 2. Les conditions de légalité d'une mesure de police administrative.....	78
A. Le contrôle du but de la mesure de police administrative.....	78
B. Le contrôle de la stricte nécessité de la mesure de police .....	80
1. Un contrôle in concreto .....	80
2. La méfiance du juge administratif vis-à-vis des interdictions générales et absolues.....	80

## Partie 2

### Les moyens de l'action administrative

<b>Chapitre 1. L'acte administratif unilatéral .....</b>	<b>84</b>
Section I. La notion d'acte administratif unilatéral.....	84
§ 1. Les critères d'identification de l'acte administratif unilatéral .....	84
A. La définition classique de l'acte administratif unilatéral .....	86
B. La définition moderne de l'acte administratif unilatéral .....	86
1. Acte de droit privé adopté par une personne publique.....	86
2. Acte administratif adopté par une personne privée .....	86
§ 2. Typologie des actes administratifs unilatéraux.....	88
A. Acte explicite / Acte implicite .....	88
B. Acte individuel / Acte réglementaire.....	88
C. Acte décisoire / Acte non décisoire .....	90
1. Critère de distinction entre acte décisoire et acte non décisoire.....	90
2. Acte décisoire et notions proches .....	92
3. Actes non décisaires .....	94
Section II. Le régime de l'acte administratif unilatéral .....	98
§ 1. L'apparition de l'acte administratif unilatéral.....	98
A. L'adoption de l'acte administratif unilatéral.....	98
1. L'acte est-il soumis à l'obligation de motivation ? .....	98
2. L'acte est-il soumis à une procédure contradictoire ?.....	100
3. L'acte est-il soumis à une procédure consultative ?.....	102
B. L'entrée en vigueur de l'acte administratif unilatéral .....	104
§ 2. La disparition non contentieuse de l'acte administratif unilatéral .....	106
A. L'abrogation des actes administratifs unilatéraux.....	108
1. L'abrogation des actes non créateurs de droits .....	108
2. L'abrogation des actes individuels créateurs de droits .....	108
B. Le retrait des actes administratifs unilatéraux .....	110
1. Le retrait des actes non créateurs de droits.....	110
2. Le retrait des actes créateurs de droits.....	110

<b>Chapitre 2. Le contrat administratif .....</b>	<b>114</b>
Section I. La notion de contrat administratif.....	114
§ 1. Les hypothèses de qualification législative du contrat.....	116
A. Les marchés publics .....	116
1. Critère organique.....	116
2. Critère matériel.....	116
3. Critère de la rémunération.....	116
B. Les concessions de services ou de travaux.....	118
§ 2. Les critères jurisprudentiels du contrat administratif .....	120
A. Le critère organique.....	120
1. La présence directe d'une personne publique parmi les parties au contrat.....	120
2. La présence indirecte d'une personne publique .....	122
B. Les deux critères matériels alternatifs .....	128
1. Le contrat a pour objet l'exécution d'un service public .....	130
2. Le contrat reconnaît des pouvoirs exorbitants du droit commun à la personne publique .....	136
Section II. Le régime des contrats administratifs .....	144
§ 1. Les droits et obligations de l'administration .....	144
A. Les obligations de l'administration.....	144
B. Les droits de l'administration .....	144
1. Les pouvoirs de direction et de contrôle .....	146
2. Le pouvoir de sanction .....	146
3. Le pouvoir de modification unilatérale .....	148
4. Le pouvoir de résiliation unilatérale dans l'intérêt général .....	148
§ 2. Les droits et obligations du cocontractant.....	150
A. Les droits et obligations du cocontractant en l'absence d'évènement troublant l'exécution du contrat .....	150
B. Les droits et obligations du cocontractant en présence d'un évènement troublant l'exécution du contrat .....	150
1. La force majeure.....	152
2. L'imprévision.....	152
3. Le fait du Prince .....	154

### Partie 3

## L'encadrement juridique de l'action administrative

<b>Chapitre 1. Les sources du droit administratif .....</b>	<b>158</b>
Section I. Les sources constitutionnelles.....	158
§ 1. Le bloc de constitutionnalité.....	158
A. Les articles constitutionnels.....	160
1. Les règles utilisées par le juge administratif.....	160
2. L'interprétation des dispositions constitutionnelles .....	162

B. Le Préambule de la Constitution.....	164
1. Contenu du Préambule.....	164
2. Valeur juridique du Préambule de la Constitution et des textes auxquels il renvoie .....	166
C. Les principes à valeur constitutionnelle .....	168
§ 2. Les contrôles de constitutionnalité .....	170
A. L'incompétence du juge administratif pour contrôler la constitutionnalité des lois et des traités .....	170
1. L'incompétence du juge administratif pour contrôler la constitutionnalité des lois .....	170
2. L'incompétence du juge administratif pour contrôler la constitutionnalité des traités.....	170
B. La compétence du juge administratif pour contrôler la constitutionnalité des actes administratifs .....	172
1. La compétence de principe du juge administratif .....	172
2. Les exceptions à la compétence du juge administratif.....	172
Section II. Les sources internationales.....	174
§ 1. Le droit international général .....	174
A. Les conditions à l'effet juridique des traités.....	174
1. Le contrôle du respect des conditions de l'article 55.....	174
2. Les conditions de l'effet direct des traités .....	178
3. La question de l'interprétation des traités.....	178
B. Les contrôles de conventionnalité exercés par le juge administratif .....	180
1. L'admission immédiate du contrôle de conventionnalité des actes administratifs.....	180
2. L'exercice plus tardif d'un contrôle de conventionnalité des lois.....	180
§ 2. La spécificité des normes communautaires.....	186
A. Le droit primaire.....	188
B. Les règlements communautaires.....	188
C. Les directives communautaires.....	190
1. Définition des directives communautaires.....	190
2. L'évolution de la jurisprudence administrative sur les effets juridiques des directives non transposées dans les délais .....	192
3. Le contrôle des actes de transposition des directives en droit interne.....	196
Section III. Les sources législatives et réglementaires .....	200
§ 1. Les lois.....	200
§ 2. Les règlements.....	200
Section IV. Les principes généraux du droit.....	202
§ 1. Notion de principe général du droit (PGD) .....	202
A. Apparition des PGD.....	202
B. Modalités de création des PGD .....	204
C. PGD de première et seconde générations.....	204

§ 2. Valeur juridique des PGD.....	206
A. Une valeur supra-décrétale et infra-législative .....	206
B. PGD et notions proches.....	208
1. PGD et principes à valeur constitutionnelle .....	208
2. PGD et PFRLR .....	208
3. PGD et PGD communautaires.....	208
4. PGD et principes généraux du droit international (PGDI).....	208
5. PGD et principes à valeur supplétive .....	208
<b>Chapitre 2. Le contentieux de l'action administrative.....</b>	<b>210</b>
Section I. Le recours pour excès de pouvoir (REP).....	210
§ 1. Les conditions de recevabilité du REP.....	210
A. L'intérêt à agir du requérant.....	212
B. Les caractéristiques de l'acte contesté par la voie du REP .....	214
1. Un acte unilatéral .....	214
2. L'acte doit être de nature administrative.....	214
3. L'acte doit être un acte administratif unilatéral décisoire ou un acte de droit souple produisant des effets notables .....	220
4. L'acte doit être un acte administratif unilatéral décisoire faisant grief.....	222
C. Le respect des délais de recours .....	226
1. Le principe : la computation des délais par l'accomplissement des formalités de publicité .....	226
2. L'atténuation du principe .....	228
§ 2. Les cas d'ouverture du REP .....	230
A. Les moyens de légalité externe .....	230
1. Le vice d'incompétence* .....	230
2. Le vice de procédure* .....	230
3. Le vice de forme* .....	230
B. Les moyens de légalité interne .....	232
1. Violation directe de la loi .....	232
2. Détournement de pouvoir ou de procédure .....	232
3. Contrôle des motifs .....	232
§ 3. Les différents degrés de contrôle du juge de l'excès de pouvoir .....	236
A. Le contrôle minimum .....	236
B. Le contrôle restreint ou contrôle de l'erreur manifeste d'appréciation (EMA).....	238
C. Le contrôle normal* .....	238
Section II. Le contentieux de la responsabilité.....	244
§ 1. Les conditions communes d'engagement de la responsabilité en droit administratif .....	246
A. L'existence d'un préjudice réparable .....	246
B. Un fait en relation avec l'activité administrative .....	246
C. Les causes exonératoires de responsabilité.....	248

§ 2. La distinction entre responsabilité pour faute et responsabilité sans faute .....	250
A. Le régime de droit commun de la responsabilité pour faute .....	252
1. La faute à l'origine du dommage .....	252
2. La charge de la preuve de la faute .....	258
3. La gravité de la faute .....	258
B. Les régimes d'exception de responsabilité sans faute .....	260
1. La responsabilité sans faute fondée sur le risque .....	260
2. La responsabilité sans faute fondée sur la rupture d'égalité devant les charges publiques .....	268
3. La responsabilité fondée sur la garde .....	272
Index .....	275